

### ACTION SOCIALE – POLITIQUES PUBLIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

#### L'Analyse des Besoins Sociaux (ABS) du CCAS de Marseille : l'édition 2018 est parue

Le CCAS de Marseille a présenté son Analyse des Besoins Sociaux 2018 à la Cité des associations le jeudi 8 novembre 2018.

Ce rapport comprend deux études thématiques :

- les enjeux de l'inclusion numérique à Marseille,
  - les Marseillais en demande de logement social en collaboration avec l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise (Agam), sur la base d'analyse de données statistiques et d'enquêtes de terrain.
- Le panorama socio-économique et les portraits statistiques des arrondissements de Marseille sont actualisés avec les données les plus récentes.

Une centaine de personnes étaient présentes et ont débattu sur les sujets au cœur des changements sociétaux. Le document sera très prochainement téléchargeable sur le site Internet du CCAS de Marseille (téléchargement libre et gratuit).

[Site du CCAS de Marseille](#)

### ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL - ORGANISATION ADMINISTRATIVE

#### Le Conseil constitutionnel publie son rapport 2018

La juridiction vient de publier son rapport annuel marqué par les 60 ans de la V<sup>e</sup> République. La philosophie du rapport est résumée par son Président : " *L'objectif est de mieux faire connaître à un large public les principes du droit, ses institutions, ses métiers, et de montrer comment il protège les libertés, garantit la sécurité juridique, permet le règlement pacifique des différends et assure le bon fonctionnement de la vie économique et sociale* ".

[Conseil constitutionnel, " Rapport d'activités 2018 ", Septembre 2018](#)

#### Un point sur la prise illégale d'intérêts

Un [arrêt de la Cour de cassation du 5 avril 2018](#) est l'occasion pour la revue " Maires de France " de proposer une synthèse sur la prise illégale d'intérêts. Ce délit fait l'objet d'une attention toute particulière de la part des élus et des fonctionnaires, tant de nombreuses condamnations ont été prononcées à leur encontre. L'article permet de mieux identifier les situations qui, potentiellement, peuvent entraîner des conséquences graves.

[" Le délit de prise illégale d'intérêts ", maire-info.com, Septembre 2018](#)

### FINANCES - MARCHES PUBLICS

#### Comptes individuels 2017 : les collectivités territoriales en chiffres

Comme chaque année, la Direction générale des finances publiques (DGFiP) vient de publier les comptes (budget principal) des collectivités territoriales. Pour obtenir les informations sur ces comptes, trois critères de recherche sont proposés : les communes et leurs groupements, les départements et les régions. Un outil indispensable aux décideurs soucieux de benchmarking en matière budgétaire et une aide précieuse aux

citoyens intéressés par la bonne utilisation des deniers publics et friands de comparaison, notamment quant à la pression fiscale entre les territoires.

[" Comptes individuels des collectivités territoriales ", Ministère de l'action et des comptes publics, Octobre 2018](#)

### **Un point sur les mentions obligatoires du rapport d'orientations budgétaires**

Rendu **obligatoire** par l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales pour les communes de plus de 3 500 habitants et leurs établissements publics, **avant l'adoption du budget primitif, le rapport d'orientations budgétaires a vu son contenu renforcé et enrichi par la loi NOTRe**. Ce rapport doit désormais **intégrer un certain nombre d'informations, parmi lesquelles, celles relatives au personnel de la collectivité**.

Une commune ou un établissement public omettant certaines de ces informations risque de voir son **budget invalidé par le juge administratif faute d'avoir intégré ces informations dans le ROB préalablement débattu** par l'organe délibérant. C'est ainsi que le Tribunal administratif de Montreuil a annulé le budget primitif d'une commune de près de 70 000 habitants au motif que manquaient de nombreuses informations dans le rapport présenté au conseil municipal : structure des effectifs, traitements indiciaires, régimes indemnitaires, nouvelles bonifications indiciaires versées...

On ne saurait donc que trop insister auprès des collectivités locales et de leurs établissements publics pour veiller particulièrement au respect de ces dispositions sous peine de subir de lourdes conséquences du fait de l'annulation de leurs décisions budgétaires.

[Jugement n° 1703556 du 12 avril 2018, Tribunal administratif de Montreuil, Landot et associés](#)

## **FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

### **Égalité professionnelle entre femmes et hommes dans la fonction publique : du nouveau ?**

Le Ministère de l'action et des comptes publics a publié le rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique. Ce document est structuré autour de trois titres : actualité et retours d'expérience, faits et chiffres, bilan du dispositif des nominations équilibrées. À noter que, concernant la fonction publique territoriale, **l'objectif global de 36 % de primo-nominations féminines en 2017 est atteint et constitue une augmentation de 4 points par rapport à 2015**. À cette occasion, la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) publie également un [document synthétique](#) sur les chiffres clefs relatifs à ce sujet en 2017.

[Ministère de l'action et des comptes publics, " Rapport annuel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique ", édition 2017, Août 2018](#)

## **SANTE**

### **Personnes souffrant de troubles psychiques sévères : une espérance de vie fortement réduite**

Une étude publiée par l'Institut de Recherche et de Documentation en Economie de la Santé (IRDES, entité constituée sous forme de groupement d'intérêt public) présente de manière détaillée des données relatives à l'espérance de vie des personnes souffrant de troubles psychiques sévères parmi lesquelles les addictions et troubles psychotiques sont les plus fréquents. Il apparaît que l'espérance de vie **diminue de 20 ans pour les hommes et de 15 ans pour les femmes**. Une confirmation, s'il en était besoin, de prendre ces pathologies très au sérieux.

[Coldefy M., Gandré C., " Personnes suivies pour des troubles psychiques sévères : une espérance de vie fortement réduite et une mortalité prématurée décuplée ", IRDES, Septembre 2018](#)

### **Un MOOC pour mieux comprendre les addictions**

La **plateforme France université numérique (FUN)** met à disposition la troisième session de son massive open online course (Mooc ou formation en ligne ouverte à tous, Flot) sur le thème : " Comprendre les addictions ". Plus particulièrement à destination des personnels médicaux, sociaux et éducatifs, cette formation a bénéficié du soutien de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildeca). **Inscription avant le 8 décembre 2018.**

[Fun, " Comprendre les addictions ", Fun-mooc, Octobre 2018](#)



### **Lancement de la consultation avant la réforme sur la lutte contre la dépendance**

Le Ministère des solidarités et de la santé a lancé, le 1<sup>er</sup> octobre, une **consultation en ligne à destination de tous**. Celle-ci est ouverte pour une **durée de deux mois** et doit permettre aux citoyens de donner leur avis et de formuler des propositions en vue de la **grande réforme annoncée sur la prise en charge de la perte d'autonomie liée à l'âge**. Elle propose de voter " en faveur " ou " contre " 10 à 12 propositions et permet également de formuler une proposition en 140 caractères.

[Organisation du grand débat public, " Comment mieux prendre soin de nos aînés ? ", make.org](#)